

Zo Kwe Zo



« Un homme en vaut un autre »

Reportage auprès des réfugiés et déplacés centrafricains

Cameroun et Centrafrique / Octobre 2014 à juin 2015

Par Olivier Laban-Mattei / Myop pour l'UNHCR

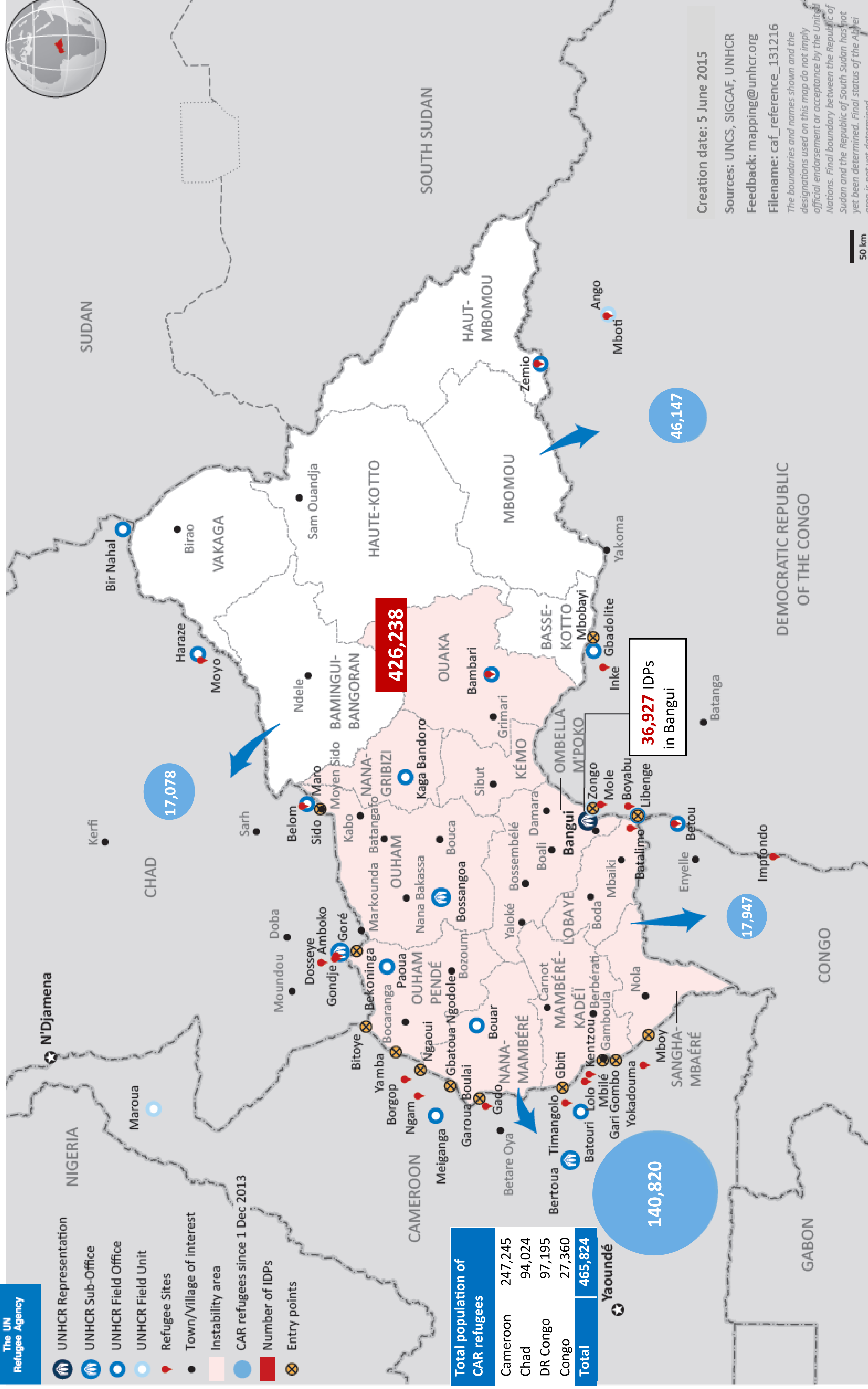
Fin 2013, la Centrafrique s'embrase. Les villages sont pillés et brûlés, des civils sont massacrés. Les organisations internationales de défense des droits de l'homme dénoncent unanimement les actes de torture, les disparitions et les crimes de guerre. Elles mettent en cause les deux parties du conflit. Les milices majoritairement chrétiennes et animistes appelées « anti-balaka » se vengent des exactions commises par les ex-Séléka (littéralement, l'« Alliance » des musulmans), officiellement dissous. La frénésie meurtrière atteint des sommets en janvier 2014. Ni la force militaire française Sangaris ni les missions de stabilisation envoyées par l'Union africaine puis l'ONU ne parviennent à mettre un terme à la spirale de la violence. Ce pays de 4,5 millions d'habitants a ainsi connu les moments les plus dramatiques de sa tumultueuse histoire depuis son indépendance en 1960. Au pic des violences, plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants ont pris la brousse pour fuir les atrocités. Parmi eux, quelque 220 000 personnes se sont réfugiées dans les pays voisins.

Plus de 140 000 Centrafricains, souvent gravement blessés et malnutris après des mois d'errance, ont trouvé asile dans l'est du Cameroun, s'ajoutant ainsi aux 110 000 réfugiés des crises précédentes. La majorité d'entre eux, des Peuls musulmans, habitent désormais dans des camps. Ils n'envisagent pas de retour dans un futur proche. La situation sécuritaire reste instable et le souvenir des violences est encore vif. Les conséquences des traumatismes psychologiques grèvent leur avenir. Pourtant, tous luttent dans leur quotidien pour se reconstruire.

En Centrafrique, en août 2015, environ 370 000 personnes demeurent déplacées internes. Dans la capitale Bangui, ou en province, comme à Yaloké, des enclaves se sont formées. Elles accueillent des populations musulmanes menacées de mort si elles tentent d'en sortir. Ces lieux sont devenus le symbole d'une crise inachevée. On y meurt encore, de faim ou de maladie. Le retour à la paix et la réconciliation nationale, prônés par le gouvernement de transition et les organisations internationales, sont pour l'heure un vœu pieux. Les principales factions n'ont toujours pas déposé les armes et certaines ont mué en bandes criminelles organisées. Un conflit ne se termine pas sur une simple déclaration officielle. Pour reconstruire le pays, justice doit être rendue. Cela prendra du temps. Mais le pardon individuel et national en dépend. Alors seulement, la devise historique du pays, « Zo kwe zo » (« Un homme en vaut un autre », en sango), qui sous-tend que chacun doit être jugé et traité de manière égale, reprendra tout son sens.

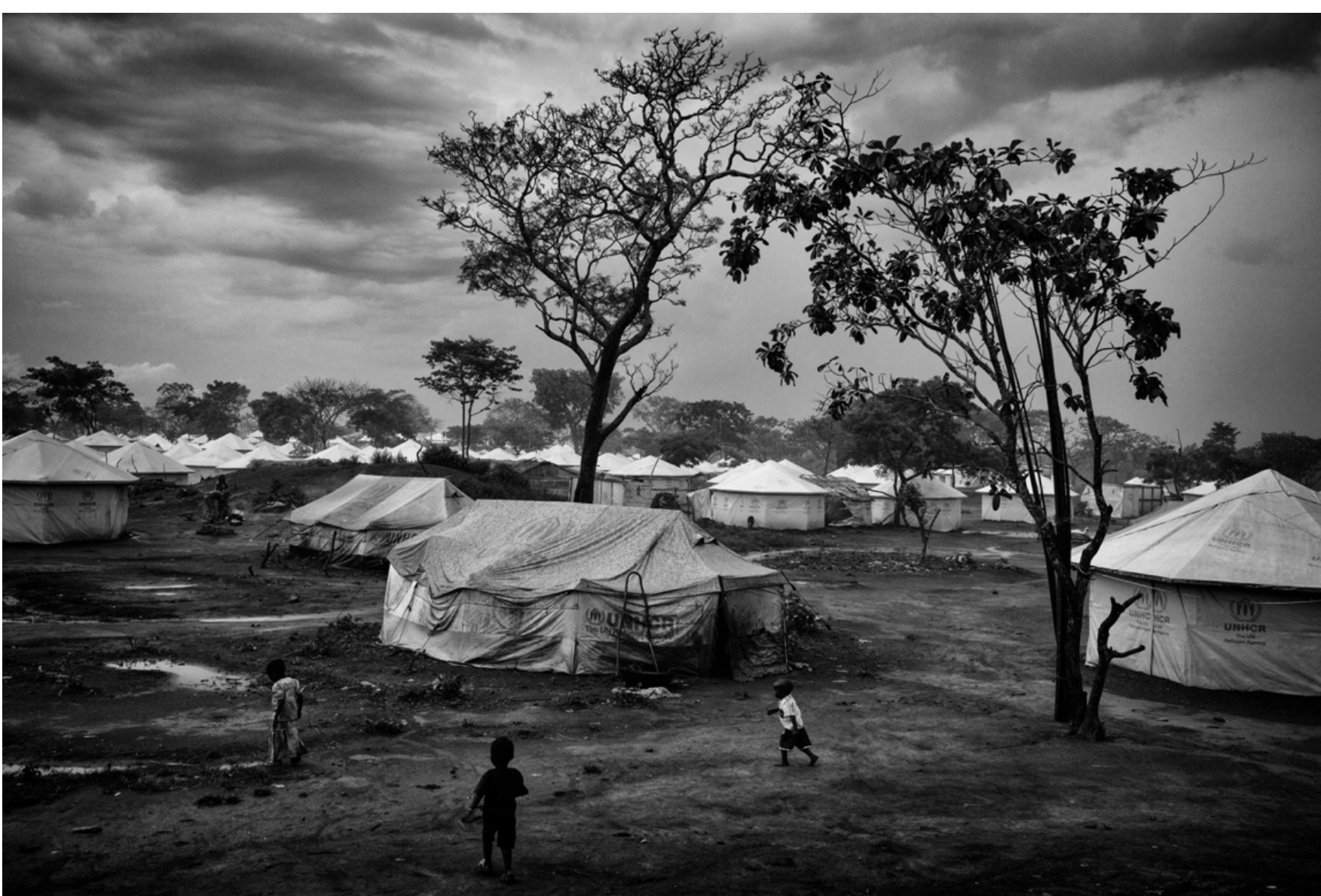
Le photographe Olivier Laban-Mattei et le rédacteur Baptiste de Cazenove sont partis, pour le compte de l'UNHCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), à la rencontre des réfugiés et des déplacés centrafricains au Cameroun, au Tchad et en Centrafrique.

Ils ont enquêté pendant plusieurs mois sur les traumatismes individuels et communautaires liés au conflit et sur leurs conséquences pour l'avenir de la société centrafricaine.





Des rescapés centrafricains à peine arrivés à la ville frontière de Garoua-Boulaï, au Cameroun, sont transférés par la Croix-Rouge camerounaise, le 30 octobre 2014, vers le camp de réfugiés de Gado, à une vingtaine de kilomètres de là. La tension crispe les visages. Après des mois d'errance dans la brousse pour échapper à leurs assaillants, ces nouveaux exilés pensent à ce qu'ils vont devenir. Parmi eux, une femme, la tête collée à la vitre, dira au moment où le bus entame sa traversée du camp : « *C'est donc cela, des réfugiés ?* »



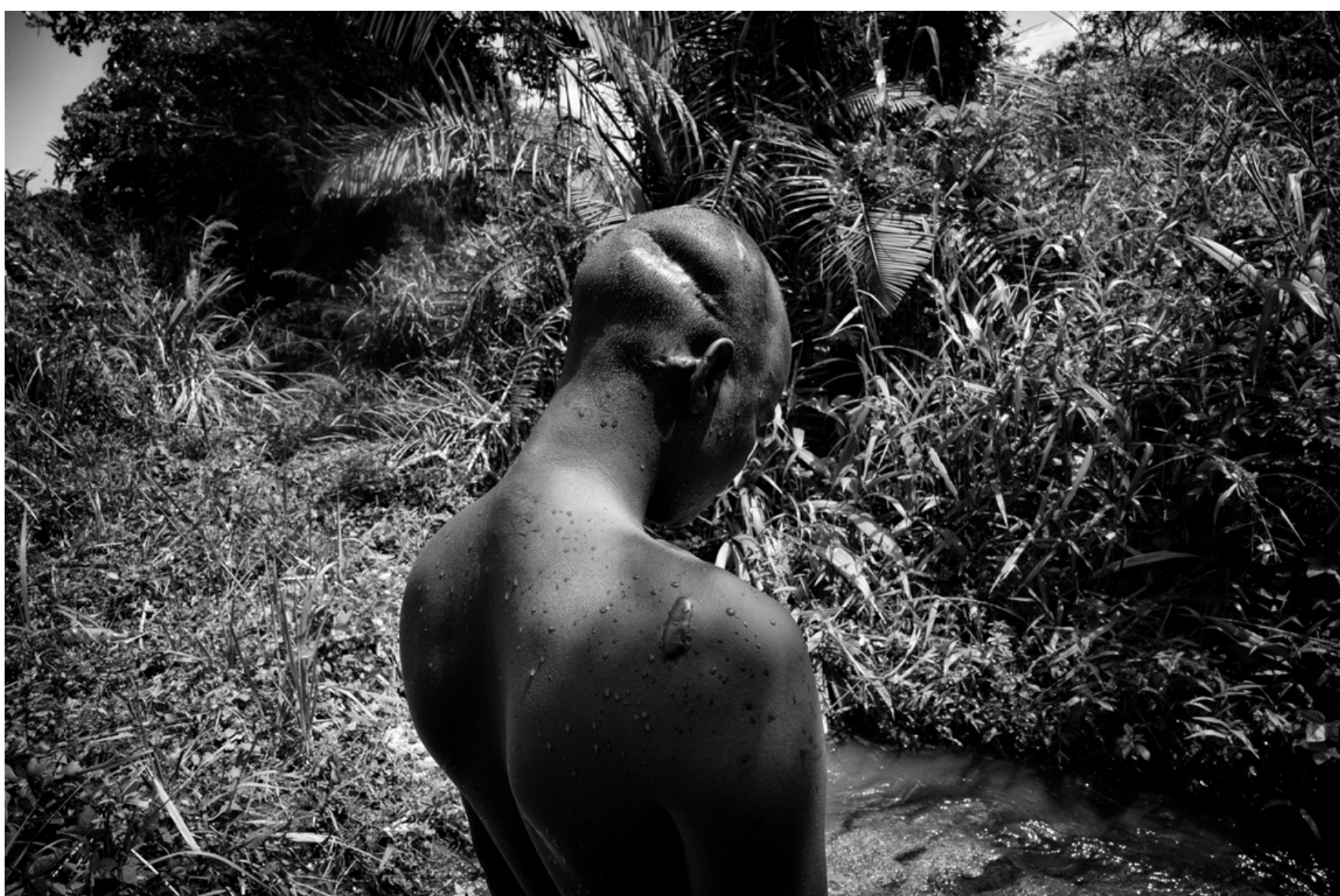
Le camp de Gado, à l'est du Cameroun, près de la frontière centrafricaine, accueille près de 25 000 réfugiés centrafricains, en majorité de confession musulmane. C'est une petite ville à part entière avec son marché, son dispensaire, ses salles de classe. Le camp se découpe en plusieurs secteurs dont chacun est administré par un représentant des réfugiés. Un conseil des sages se charge de juger les petits litiges entre habitants et des comités de vigilance composés de réfugiés patrouillent sur le site pour éviter toute incursion étrangère ou s'interposer en cas de conflits.



Des réfugiés centrafricains se réunissent pour assister à un match de football opposant leur équipe à celle des villageois camerounais voisins, le 20 octobre 2014, dans le camp de réfugiés de Timangolo, à l'est du Cameroun. Les dizaines de milliers de réfugiés arrivés de RCA depuis décembre 2013 au Cameroun ont considérablement modifié la vie des populations hôtes. Les ressources en bois de cuisson s'amenuisent, la divagation d'animaux d'élevage détruit les plantations, ce qui provoque des tensions entre les communautés. Cependant, ces nombreuses arrivées profitent à l'économie locale ; les commerces se sont développés et diversifiés dans les villages alentour, les échanges ont augmenté.



La pluie s'abat sur le petit marché informel situé à l'entrée du site de Gado, au Cameroun. Outre les produits de première nécessité comme le savon, le sucre ou les bouillons cubes, on y trouve des stupéfiants, comme le boyli ou le tramadol, que consomment nombre de réfugiés pour oublier leurs cauchemars.



Suleymane se lave à la rivière, le 12 novembre 2014, à quelques kilomètres en brousse du camp de Timangolo, à l'est du Cameroun. Il y vit avec sa mère depuis cinq mois. Agé d'à peine 16 ans, Suleymane est un miraculé. Lors d'une attaque des anti-balaka dans son village en Centrafrique, il est frappé de plusieurs coups de machette sur le crâne, laissé pour mort et jeté dans une fosse commune. Sa mère le retrouve et l'emmène au dispensaire le plus proche, à des jours de marche.

Suleymane reste inconscient pendant trois mois. A son réveil, il voit le dispensaire attaqué à son tour. Sa mère parvient néanmoins à fuir avec lui jusqu'au Cameroun. Depuis, Suleymane n'a plus goût à rien. Ses fortes douleurs à la tête l'empêchent de vivre normalement. Ses cauchemars le submergent. Il rêve très souvent qu'il se fait tuer de la pire des manières. Pour échapper à la peur, Suleymane trouve refuge dans la drogue. Tramadol et boyli sont devenus ses compagnons d'infortune.



Dans le camp de Timangolo, dans l'Est camerounais, un jeune centrafricain fume du boyli, l'herbe locale aux vertus relaxantes dont les effets s'apparentent à ceux du cannabis. Les enfants et adolescents réfugiés sont de plus en plus nombreux à consommer des stupéfiants, médicaments et autres solvants, remèdes illusoires pour tenter d'évacuer les mauvaises pensées et les angoisses liées aux traumatismes du conflit.



Abassi Bouba sait profiter de la détresse des réfugiés. Sous ses airs de pharmacien de bas étage, ce réfugié centrafricain de 38 ans vend sur le marché de Gado toutes sortes de cachets indéfinis pour soigner tous les maux. Véritable charlatan au verbe agressif, il accueille dans sa boutique les âmes les plus esseulées pour leur prescrire le remède miracle qui chassera leurs pires démons. Pour contrer notamment l'usage croissant de stupéfiants, surtout chez les jeunes, l'ONG Care met en place des programmes de soutien psychosocial afin d'aider les victimes à surmonter leurs traumatismes.



Au camp de Timangolo, un réfugié centrafricain court se mettre à l'abri, le 11 novembre 2014, alors qu'un violent orage s'approche à grand bruit. Le mauvais temps est perçu comme une manifestation du Hendu, le mauvais esprit, selon la croyance locale, qui hante les réfugiés jusque dans leur sommeil. Ainsi, ils attribuent leurs cauchemars et autres pensées négatives à des interventions du Malin, qu'on ne peut chasser selon eux que de façon traditionnelle.



Des jeunes centrafricains jouent au football, dans le camp de Borgop, au nord-est du Cameroun, le 15 octobre 2014. L'ennui et la dépression, sont les grands ennemis des personnes exilées. Le jeu permet d'évacuer le stress et d'oublier un peu les soucis, le temps d'une partie.



Réfugié du conflit centrafricain, Ibrahim habite le camp de Ngam, au nord-est du Cameroun. Depuis sa fuite, début 2014, il vit son traumatisme dans l'isolement. Plongé dans le mutisme, les yeux écarquillés et fixés dans le vide, il est incapable de décrire l'horreur qu'il a vécue. Chaque mot qu'il prononce est une véritable souffrance intérieure.



Sadia a 14 ans. Sous la tente de son père, à Gado, elle se remémore sa vie de jeune femme mariée. Tout comme sa sœur Mariamou (*au fond à gauche*), Sadia a été mariée de force à un homme de vingt ans son aîné. Les rêves de liberté de l'adolescente se sont très vite opposés aux ambitions de son nouveau mari, qui attendait d'elle avant tout descendance et servitude. Après une énième dispute achevée par des coups portés par un mari jaloux, Sadia a décidé de retourner chez son père. Une fois que ce dernier se sera acquitté du remboursement de la dot auprès du mari, il pourra envisager de la marier à nouveau, malgré elle.



A 14 ans, Amina rêve quant à elle d'épouser un homme plus âgé qui prendra soin d'elle. Dans sa tente à Gado, sous le regard à la fois inquisiteur et protecteur de sa mère, elle pense à son avenir. Elle aimerait aussi aller à l'école, par curiosité surtout. Sa mère ne l'encourage guère dans cette voie, pensant qu'une fille de la campagne n'a rien à y faire, qu'elle ne pourrait pas suivre de toutes façons. Mariés jeunes, les enfants garantissent une meilleure vie à l'ensemble de la famille, surtout quand il n'y a plus d'homme à la maison. La survie reste la préoccupation majeure des Centrafricains exilés et le mariage précoce sonne plus que jamais comme une solution solide aux maux du quotidien.



Le 20 juin 2015, près du camp de Gado, au Cameroun, des enfants se massent sur une voiture pour assister aux cérémonies du World Refugee Day. La Journée mondiale des réfugiés est célébrée depuis 2001, année du cinquantième anniversaire de l'adoption de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Premier accord ayant valeur universelle exclusivement consacré à la problématique des réfugiés, elle stipule que les gouvernements des pays d'accueil sont, en première ligne, responsables de leur protection. L'UNHCR exerce une fonction de contrôle et intervient, le cas échéant, pour assurer que les réfugiés obtiennent l'asile et ne soient pas forcés de retourner dans des pays dans lesquels leur vie pourrait être en danger.



Bangui, le 28 mai 2015. Au plus fort de la crise, plus de 100 000 Banguissois se sont réfugiés au camp jouxtant l'aéroport international de M'Poko. Aujourd'hui, ils sont encore plusieurs milliers à ne pas vouloir rentrer chez eux, en raison du climat d'insécurité qui règne toujours dans certains quartiers de la capitale. Ils réclament préalablement le dépôt des armes des milices.

L'Etat centrafricain souhaiterait récupérer rapidement ce terrain, qui appartient à la société nationale propriétaire de l'aéroport. Des plans d'aide au départ ont été mis en place pour inciter les déplacés à regagner leur foyer, sans réel succès à ce jour.



Le 28 mai 2015, une femme et son fils affrontent la tempête dans le camp de déplacés de M'Poko (Bangui), où les conditions de vie sont déplorables. Les habitants du camp sont parmi les premiers à avoir fui les exactions en décembre 2013.



Le prêtre Pierre Gemina (*à droite sur la photo*) et son diacre, Vincent Jony, chantent une messe sur les décombres de leur église, le 31 mai 2015, dans le quartier de Fondo, à Bangui. Autour d'eux, tout n'est que ruine et désolation : la vie a quasiment disparu depuis les premières attaques de décembre 2013. Pourtant, le père Gemina n'a jamais cessé de venir célébrer son dieu en sa maison, gardant l'espoir intact d'être entendu et rejoint par sa communauté. Jusqu'à ce jour, en vain.



Bangui, le 31 mai 2015. Un an et demi après les premières attaques, la végétation a peu à peu envahi le quartier PK5 rasé par les milices, donnant à ces ruines un air mystérieux.



Intérieur d'une maison détruite dans le quartier de PK5, le 31 mai 2015, à Bangui. Sur le mur, on aperçoit encore impacts de balles et traces de sang, pièces à conviction d'un scénario macabre figurant une exécution sommaire. Les musulmans de PK5 vivent reclus dans leur quartier, à proximité immédiate des lieux d'horreur. En sortir les exposerait au feu des bandes criminelles organisées (anciennes milices chrétiennes anti-balaka reconverties) qui écument les rues de certains quartiers de la capitale.



Dans la nuit du 29 au 30 mai 2015, un véhicule de gendarmerie flambant neuf a été incendié par des ex-combattants anti-balaka, à l'entrée de l'enclave musulmane de PK5 à Bangui, en représailles à une attaque d'éléments armés musulmans. Le nouveau commissariat a également été détruit dans les affrontements et des civils ont été tués.

Bangui reste une poudrière et le moindre incident prend vite des proportions démesurées, tandis que les forces françaises Sangaris et onusiennes de la Minusca peinent à maintenir l'ordre. Seul un désarmement massif des différentes factions permettrait de garantir une paix durable dans la capitale.



Des policiers centrafricains gardent l'entrée du Centre national de sécurité à Bangui, le 2 juin 2015, transformé pour l'occasion en lieu de distribution. Des centaines d'habitants déplacés internes attendent depuis tôt le matin l'ouverture des portes pour recevoir bâches et nourriture de la part d'ONG étrangères. La chaleur agite les esprits et la tension devient pesante parmi les hommes et les femmes épuisés.



Dans l'enclave de Yaloké, au cœur de la Centrafrique, plus de trois cents Peuls, de confession musulmane, persécutés par les populations voisines, vivent encore reclus et dans le dénuement le plus complet. C'est une prison sans murs, protégée des agresseurs par les Casques bleus. Lorsque le conflit communautaire a gagné leur région, leur course à l'exil s'est interrompue à Yaloké. Ils sont depuis les otages de raisons politiques et économiques qui les dépassent. Partout autour d'eux se dresse la jungle, royaume des milices chrétiennes.

*« Comment vivre dans la même ville que les chefs de guerre qui m'ont tout arraché ? Comment vivre sous l'autorité d'un maire qui me menace si je témoigne de ma détresse auprès de vous, visiteurs étrangers ? Et comment vivre au milieu des villageois qui me promettent la mort si je m'éloigne de l'enclos ? », Moussa mime de se trancher la gorge. Un rire nerveux s'échappe. « L'entente est impossible. » **

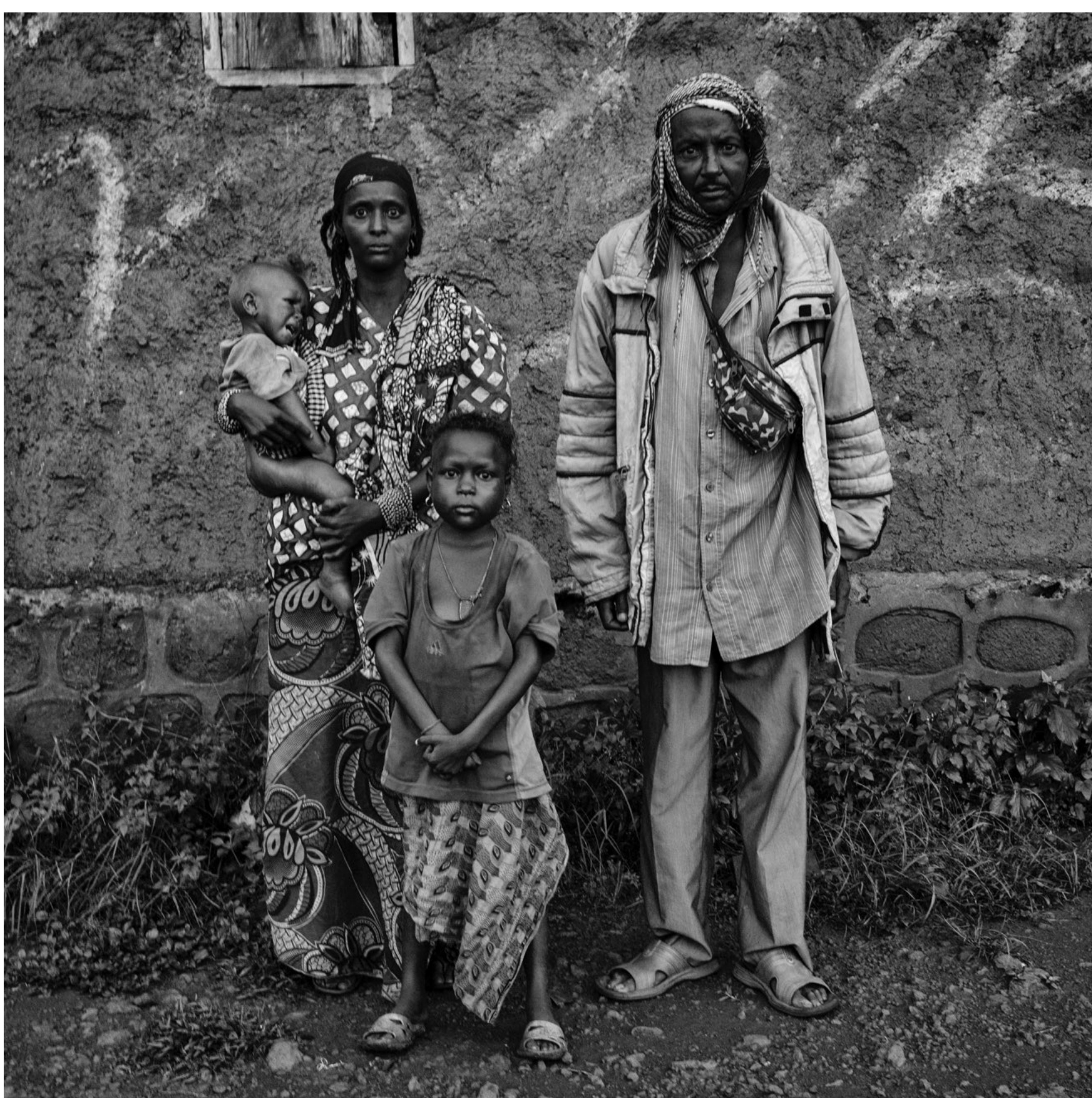
() Témoignage extrait du reportage de Baptiste de Cazenove*



L'unique échappatoire des enclavés de Yaloké se déploie en une langue d'asphalte vers le Cameroun. L'immense majorité de la communauté peule n'a qu'un espoir, fuir. Le convoi de marchandises qui relie Bangui, la capitale centrafricaine, à Garoua-Boulaï, ville frontalière camerounaise, quitte Yaloké après une halte nocturne, le 10 juin 2015, escorté par les forces de maintien de la paix des Nations unies. Cet axe routier, le premier à avoir été sécurisé pendant le conflit, constitue l'artère économique vitale du pays et par la même occasion le moyen pour de nombreux Centrafricains de quitter la RCA. Des Banguissois l'empruntent également pour acheter des produits camerounais qu'ils revendront plus cher chez eux afin d'améliorer un peu leur niveau de vie.



En attendant de pouvoir quitter l'enclave, les Peuls de Yaloké tentent de survivre. La saison des pluies arrive et apporte avec elle de l'eau potable qui permettra d'emplir abondamment les écuelles et les bidons en plastique. Mais ces pluies diluviennes s'invitent dans les abris et fragilisent encore davantage la santé des personnes vulnérables. En un an et demi sur place, la minorité musulmane a été décimée par les maladies et la malnutrition. A ce jour, aucune réponse adaptée n'a été trouvée par les autorités. Aussi, la situation sanitaire ne cesse d'empirer et les Peuls de Yaloké continuent d'enterrer leurs morts.



Moussa Bi Amadou, sa femme, Halima Djibo, et leurs deux filles, Rachida, 2 ans et Hawa, 7 ans, posent devant leur abri à Yaloké, le 9 juin 2015. Quatre jours après la séance photo, la petite Rachida mourra par manque de soins médicaux de base. Elle souffrait de malnutrition avancée. Son cas avait pourtant été répertorié, elle n'aurait jamais dû mourir. C'est le deuxième enfant que la famille enterre après son autre fille, Sadia, 4 ans, décédée quatre mois plus tôt. Dans le petit cimetière improvisé, sous les manguiers, derrière les latrines communes, Rachida a également rejoint ses grands-parents paternels, terrassés eux aussi par la faim au début de l'année.

La petite Hawa, dernier enfant vivant de Moussa et Halima, souffre elle-même de malnutrition.

La famille vit désormais à Gado, dans l'est du Cameroun, après avoir été finalement évacuée par l'UNHCR pour raison médicale. Mais bien d'autres Peuls restent en danger de mort à Yaloké.



Un troupeau de zébus pâit au milieu des ruines dans le quartier à majorité chrétienne de Fondo, à Bangui. Moussa Bi Amadou possédait huit cents têtes avant le conflit. Les anti-balaka lui ont tout pris. En Centrafrique, le bétail est un bien précieux que les milices se sont accaparé comme butin de guerre, d'abord pour se nourrir, mais aussi pour en tirer d'importants bénéfices à la revente. La majorité des troupeaux a été décimée. Conséquence de ce désastre, la viande a fini par se raréfier, modifiant ainsi la base alimentaire de la population, et les prix du marché se sont envolés après avoir été au plus bas. Aujourd'hui, les Peuls restent les seuls à maîtriser l'art de l'élevage des bovins, mais le gouvernement de transition de Bangui ne parvient pas à faire revenir au pays ceux qui se sont exilés.



Cyril Degan, 32 ans, reconstruit sa maison, brique après brique, le 30 mai 2015, dans son quartier de PK5 à Bangui. Chaque soir, il rejoint sa famille au camp de M'Poko en attendant le jour du grand retour. Malgré l'insécurité qui règne encore dans certains quartiers, le gouvernement a ordonné l'évacuation prochaine du site. Cyril Degan s'acharne donc jour après jour à trouver l'argent nécessaire pour rebâtir son foyer. Mais les pluies viennent régulièrement détruire les murs qu'il peine à monter. Un travail de Sisyphe qui ne pourra s'achever que lorsqu'il aura pu se procurer les tôles de son toit... un matériau difficile à financer pour ce chef de famille aux maigres revenus.



Une piste au milieu de la brousse, au sud-est du Cameroun qui relie la ville de Bertoua aux différents camps de réfugiés centrafricains.

*Le reportage photo complet à voir sur :
www.labanmattei.photoshelter.com*







